

législation et jurisprudence

RETOUR SUR LE PASSÉ : LA LÉGISLATION FORESTIÈRE TROPICALE FRANÇAISE

J.-H. MADEC

La législation est une expression et un instrument de la politique d'un État. La législation forestière tropicale française traduit les objectifs de l'État français en vue de la conservation et de la mise en valeur des forêts dans ses anciennes possessions de la zone tropicale.

Conçue pour le long terme, progressivement ajustée, cette législation était au point alors que la souveraineté de la France allait prendre fin. Mais après leur accession à la pleine indépendance, les pays concernés ont eu la sagesse de la reconduire, en l'adaptant à leurs institutions nouvelles.

Le présent article ne constitue pas un raccourci de l'ouvrage remarqué par l'Académie d'Agriculture ⁽¹⁾ : il n'est guère possible de résumer une étude qui est déjà une synthèse — limitée aux textes majeurs. C'est un essai de survol des réglementations qui privilégie la connaissance historique, les motivations, l'évolution des textes et une appréciation d'ensemble, au détriment du contenu de ces réglementations qui était essentiellement l'affaire des personnels d'exécution.

CADRE

Les pays

Les pays concernés sont ceux des régions tropicales qui se trouvèrent naguère sous la souveraineté de la France, avec le statut de colonie, de protectorat ou de territoire sous mandat. Ils formaient l'Indochine française (une colonie, quatre protectorats), l'Afrique occidentale française (AOF, huit

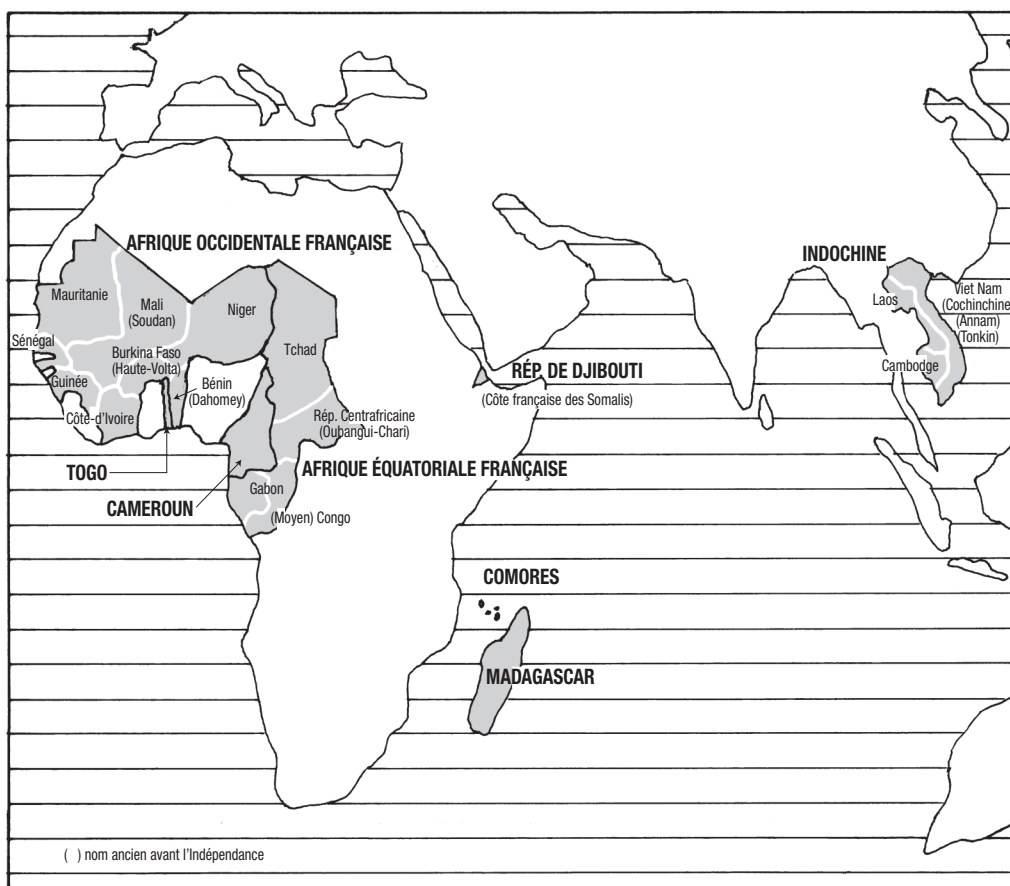
(1) Il s'agit d'un document manuscrit (153 pages), à caractère historique, titré "*La législation forestière tropicale française : Indochine, Madagascar, Afrique*" et qui a reçu une médaille de vermeil, le 25 septembre 1996, de la part de l'Académie d'Agriculture de France. Il peut être consulté à la Bibliothèque de l'ENGREF - Centre de Nancy.

colonies), l'Afrique équatoriale française (AEF, quatre colonies) ; c'était, en outre, les colonies de Madagascar, des Comores et de la Côte française des Somalis et les deux territoires sous mandat : le Cameroun et le Togo ⁽²⁾.

Ce sont tous aujourd'hui des États indépendants, qui se sont maintenus dans les découpages territoriaux antérieurs, en conservant généralement la même dénomination ⁽³⁾.

Situés entre les deux tropiques, ces pays, qui couvrent au total une superficie seize fois supérieure à celle de la France, présentent des formes de boisement extrêmement diverses, de la steppe sub-désertique à la forêt dense équatoriale.

LE MONDE DES ANCIENNES "COLONIES" FRANÇAISES (SUBTROPICALES ET TROPICALES) OU ASSIMILÉES



(2) Sont donc exclus les actuels Départements et Territoires d'Outre-mer : Antilles, Guyane, Réunion, Nouvelle-Calédonie, etc.

(3) Les territoires de l'Union indochinoise sont indépendants depuis 1953 et 1954 (la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin ayant formé le Viet-Nam), ceux de l'AOF et de l'AEF, le Cameroun, le Togo et Madagascar depuis 1960, la Côte française des Somalis (devenue la République de Djibouti) depuis 1975 et les Comores (excepté Mayotte) depuis 1977.

Les textes

Ne sont pris en compte que les textes principaux qui ont, pour chaque territoire ou groupe de territoires, défini un régime forestier ou en ont au moins jeté les bases.

Ces textes sont — sauf ceux relatifs au régime forestier en Indochine — des **décrets**, mais des décrets particuliers : ils sont tous pris en référence au sénatus-consulte du 3 mai 1854 (article 18) qui conférait au Président de la République le pouvoir de légiférer par décret. Signés par le Président de la République, ils ont donc **valeur de loi**.

L'exception est le dernier décret en date, celui du 20 mai 1955, qui émane du Gouvernement ; mais il a été pris en application de la loi du 2 avril 1955 qui lui donnait des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale.

Pour l'Indochine, il faut distinguer entre les dispositions pénales, qui sont fixées par décrets de même valeur que les précédents, et les dispositions du régime forestier proprement dit qui sont établies par arrêtés du Gouverneur général de l'Indochine. Mais celui-ci disposait de pouvoirs très étendus : un décret présidentiel de 1911 en faisait le "dépositaire des pouvoirs de la République".

En définitive donc, on peut dire que la réglementation forestière relève bien d'une **législation** bien qu'aucune loi ne soit jamais intervenue.

RÉTROSPECTIVE DES TEXTES DE BASE

Genèse des textes

Le nombre des textes forestiers est considérable. Pour les décrets seuls, on en dénombre 39 : 3 pour l'Indochine, 7 pour Madagascar, 28 pour l'ensemble de l'Afrique et 1 commun à l'Afrique et à Madagascar.

Ces décrets ont parfois été précédés, dans les premières années, et ont toujours été suivis de multiples arrêtés pris au niveau fédéral et surtout des territoires.

Ce foisonnement s'explique par les conditions de leur établissement, dans un contexte en évolution et des milieux mal connus au départ.

Les premiers règlements forestiers suivent de près l'affirmation par la France de sa nouvelle souveraineté, parfois sans attendre la fin de la conquête ou de la pacification et donc sans connaître l'emprise territoriale exacte. Ils sont appliqués parfois *ipso facto* à des territoires nouvellement occupés et rattachés à une colonie voisine. Ainsi :

- la réglementation forestière tropicale prend naissance avec une décision du Gouverneur de la Cochinchine, en date du 18 mai 1862, alors que le territoire n'était encore que partiellement conquis ;

- le décret de 1900 relatif au régime forestier du Sénégal et dépendances est étendu à de vastes régions passant progressivement sous la domination française et qui feront ensuite partie du Soudan (Mali), de la Guinée, de la Haute-Volta (Burkina Faso) ;

- le décret de 1899 relatif au régime forestier du Congo français (dont l'actuel Congo formait le noyau) atteint, par anastomoses successives, des territoires qui contribueront à former plus tard le Gabon, l'Oubangui-Chari (Centrafrique) et le Tchad ; l'AEF en héritera lors de sa création en 1910.

En même temps que les règlements avançaient avec la colonisation jusqu'à la fin du XIX^e siècle, leur teneur collait de mieux en mieux aux réalités, au fur et à mesure de l'apprentissage des milieux naturels et humains et du développement d'une économie de marché.

Ainsi, on aboutissait vers 1930 à des textes adaptés, élargis dans leur objet et leur champ d'application. L'optimum était atteint en 1955 avec un décret commun à l'ensemble des territoires qui relevaient à cette date du ministère de la France d'Outre-Mer.

Indochine

La Cochinchine, à partir de 1862, le Tonkin, à partir de 1893, connurent avant 1900, chacun, une demi-douzaine d'arrêtés ; rapidement, le Cambodge et l'Annam s'alignèrent. Puis, en un quart de siècle, il y eut dans chacun de ces territoires de 9 à 13 arrêtés qui s'évertuaient à établir une réglementation toujours plus fine et efficace. Cette profusion finit par engendrer quelque discordance.

L'**arrêté** du Gouverneur général **du 21 mars 1930**, venant après une longue concertation, y mit bon ordre. Il définissait un régime forestier commun aux cinq territoires de l'Union ; il ne reçut jusqu'à l'indépendance en 1954 que de légères modifications.

La procédure et les pénalités applicables en matière forestière ont été fixées par le **décret du 2 janvier 1931** (il avait été précédé en 1907 par un décret ayant le même objet).

Madagascar

La "Grande Île", déclarée colonie en août 1896, était déjà dotée depuis le début de l'année d'un Service forestier et d'un Service de reboisement : le Résident général Galliéni avait dans sa suite un jeune inspecteur-adjoint des Eaux et Forêts.

Aussitôt, Chefs de Province et Commandants de Cercle recevaient des instructions en vue de la « *sauvegarde des richesses forestières* » et de la conservation des boisements eu égard à leur rôle de protection des milieux naturels. Dans la foulée intervenait, l'année suivante, un important arrêté « *réglementant le droit d'exploitation des produits des forêts* ». Cet arrêté était, peu après, repris par le décret du 10 février 1900 « *établissant un régime forestier applicable à la colonie de Madagascar et dépendances* ».

La disparition rapide du manteau forestier, du fait des incendies de savane et des pratiques culturelles, allait alarmer des naturalistes, et le Service forestier, désarmé, cherchera par une réglementation de plus en plus rigoureuse à freiner la régression des forêts et la stérilisation ou la perte des sols. Au décret de 1900 succède celui du 28 août 1913, abondant mais mal appliqué, puis celui du **25 janvier 1930** qui, encore renforcé par un décret de 1937, restera en vigueur jusqu'à l'indépendance.

Entre temps, sur l'initiative du Muséum national d'Histoire naturelle, étaient créées (décret du 31 décembre 1927) les premières réserves naturelles — qui seront dites intégrales quelques années plus tard.

La réglementation malgache était appliquée aux **Comores** qui furent rattachées à Madagascar jusqu'en 1947.

Afrique

On peut y être plus détendu : les territoires sont immenses et les populations peu nombreuses ; les forêts sont relativement moins menacées. Cela explique aussi l'arrivée plus tardive des forestiers.

Après le Sénégal, au milieu du XIX^e siècle, plusieurs territoires sont érigés en colonies au cours des deux dernières décennies. Des régimes forestiers — plus exactement des régimes d'exploitation des forêts — sont établis par décrets : du **28 mars 1899** pour le **Congo français**, du 20 juillet 1900 pour le Sénégal et du même jour pour la Côte d'Ivoire, du 5 août 1900 pour le Dahomey (Bénin) et du 24 mars 1901 pour la Guinée française.

Le décret du Congo français, le plus ancien de la législation, est aussi celui qui aura la plus longue existence : complété ou modifié par huit autres, il restera en vigueur jusqu'en 1946. Celui de la Côte d'Ivoire sera remplacé en 1912 par un texte à objet plus vaste.

C'est le décret du **4 juillet 1935** qui va fixer pour un quart de siècle, et le marquer bien au-delà, le régime forestier de l'**Afrique occidentale française**.

Très solide et complet, il inspirera étroitement le décret du **20 mai 1946** fixant le régime forestier de l'**Afrique équatoriale française**.

Le Cameroun et le Togo, précédemment protectorats allemands, confiés à la France par le Traité de Versailles de 1919, se verront dotés d'un régime forestier calqué sur celui de l'AOF :

— le **Cameroun**, par le **décret du 3 mai 1946** (mais trois autres décrets, à objet moins vaste, l'avaient précédé) ;

— au **Togo**, par le **décret du 5 février 1938** (mais auparavant, le Commissaire de la République avait réglementé par arrêtés).

Pour être complet, il faut citer, même si son objet et son champ territorial étaient restreints, le **décret du 13 janvier 1938** « *établissant un régime forestier à la Côte française des Somalis* » (République de Djibouti).

Madagascar et Afrique

Le **décret du 20 mai 1955**, qui était jumelé avec un important décret portant réforme foncière et domaniale en AEF et en AOF, est commun à toute l'Afrique et à Madagascar ainsi qu'aux Comores et à la Côte française des Somalis.

Il est dit « *relatif à la protection des forêts* » ; il énonce quelques règles générales concernant le classement des forêts ⁽⁴⁾, les feux de brousse, les droits d'usage coutumiers ; il met l'accent sur la protection des milieux, notamment sur la conservation et la restauration des sols. Mais, arrivant un peu tardivement, à une époque d'attente de changements, il ne reçut guère d'application ; il est marquant par la hauteur de vues dont il témoigne.

SOURCES ; COHÉRENCE DES RÉGLEMENTATIONS

En l'absence quasi totale de règlements indigènes, c'est le **Code forestier** métropolitain du 21 mai 1827 qui va constituer la source essentielle de la législation forestière tropicale.

Cela apparaît déjà dans les premières décisions en Indochine et devient très net quand les ingénieurs des Eaux et Forêts viennent y mettre la main pour la préparation des arrêtés indochinois et malgache en 1896 et 1897, puis des décrets de 1899-1901 au ministère des Colonies.

Dès lors, le Code forestier, dans le contexte des enseignements de l'École forestière de Nancy, va être la bible. Il sécurisait et permettait d'être ambitieux et de concevoir à long terme : par exemple, en affirmant, en Indochine, avant 1900, une volonté d'aménager tout le domaine boisé et, à la même époque, en mettant en avant, à Madagascar, la fonction de protection des forêts en même temps qu'on réglementait leur exploitation. Cela n'a pas empêché quelques bévues ou inadéquations ou encore omissions, lesquelles ont été corrigées par la suite à mesure que s'amélioraient les connaissances des peuplements forestiers et des mœurs indigènes.

(4) Voir définition plus loin (pp. 75-76 : La constitution d'un domaine forestier permanent).

On peut citer d'autres sources, mais d'importance subsidiaire :

- le régime forestier des Indes a influencé la réglementation indochinoise — mais il était issu de la doctrine française puisque les forestiers britanniques furent presque tous, à l'origine, des élèves de l'École forestière ;

- la loi forestière algérienne de 1903, dont les auteurs du décret malgache de 1913 disent s'être inspirés — mais elle ne devait pas être loin de la loi française ;

- les directives allemandes qui, au début, ont été prises en compte dans les premiers décrets pour le Cameroun et les arrêtés pour le Togo.

On doit dire aussi que, d'une région à l'autre, les nouveaux textes ont été nourris par ceux qui les ont précédés. Ainsi, le rapport de présentation du décret de 1935 pour l'AOF indique : « *le projet s'inspire largement des récents codes forestiers parus pour l'Indochine et Madagascar* ».

On a dit que les **coutumes** indigènes avaient parfois apporté une contribution à l'élaboration des textes forestiers. Bien entendu, il en a été tenu compte : du mode de tenure des terres, des usages forestiers, de l'organisation collective de la vie sociale, etc. Mais, à cet égard, ce sont plutôt une composante de la matière à réglementer.

Du reste, le "droit" coutumier n'a jamais été écrit, du moins en Afrique noire, pour ce qui touche la forêt.

En Indochine, les terres annamites (sensiblement l'actuel Viet-Nam) étaient juridiquement organisées au début du XIX^e siècle : le Dia-bo (registre des terres) a été un élément constitutif important d'un Livre foncier moderne. Cependant, il n'a jamais été évoqué dans les textes forestiers (il est vrai qu'il concernait essentiellement les régions de rizières).

Mais, à Madagascar, où les souverains hovas avaient, vers la fin du XVIII^e siècle, marqué de l'intérêt pour la forêt, le code institutionnel en vigueur lors de l'arrivée des Français, dit "Code des 305 articles", contenait, en 6 articles, des mesures concernant les forêts (protection contre les feux, défrichements, emplois du bois...) qui ont pu inspirer les premiers textes de 1897 et 1900.

À cette exception près, on peut dire que la législation tropicale procède, directement ou par quelques transits, du Code forestier français dont les dispositions ont été progressivement adaptées aux conditions diverses des boisements de la zone et à la nature des besoins qu'ils devaient satisfaire.

Si on rapproche de cette unicité de source et de doctrine, qui marque aussi les arrêtés locaux d'application, le fait d'une part, qu'il existe beaucoup d'affinités entre les pays tropicaux, d'autre part, que les décrets ont été mis au point dans un même lieu (le ministère des Colonies) et qu'ils sont intervenus dans un court laps de temps (56 années entre les extrêmes), on comprend aisément qu'il y ait de si grandes similitudes entre des dispositions s'appliquant dans des pays très éloignés les uns des autres et une grande **cohérence** entre les réglementations forestières tropicales françaises.

GRANDS THÈMES

L'objectif est de sauvegarder les forêts compte tenu, d'une part, de leur aptitude à fournir du bois et divers autres produits nécessaires ou utiles et, d'autre part, de leur rôle de protection des sols, du régime des eaux, du climat, de la vie en général et, par-delà la conservation, de les améliorer, voire les étendre. Pour cela, il faut écarter ou au moins freiner les causes de dégradation (défrichements, incendies, usages forestiers) et canaliser et conduire l'exploitation des forêts de manière à en assurer la perpétuation ; l'effort ne pouvant être porté sur toutes les étendues boisées, il est concentré sur certains terrains ou massifs présentant un intérêt particulier.

L'exploitation forestière

Dès le début de la colonisation, la grande préoccupation a été d'empêcher le gaspillage des richesses de la forêt — qui souvent restaient à découvrir — et donc à contrôler l'exploitation des bois et autres produits.

Les premiers règlements forestiers sont consacrés presque exclusivement à l'exploitation forestière (Indochine, de 1862 au début du siècle suivant), et tout à fait principalement par la suite (décrets de 1899-1901 relatifs à Madagascar et à cinq colonies africaines). Plus tard, y compris dans les textes de l'époque de maturité (après 1930), l'exploitation demeure le thème majeur, notamment en Indochine où il faut faire face à une importante consommation intérieure de bois. Cependant, le dernier décret de 1955 ne l'évoque plus.

Les défrichements, les feux

Ce sont les deux principales causes de la disparition des forêts — l'exploitation, qui les appauvrit et peut les éliminer par des effets secondaires, et la pratique des usages forestiers ont des effets moins destructeurs.

Les **défrichements** sont combattus très tôt en Cochinchine (arrêté de 1880). L'arrêté indochinois de 1930 interdit tout défrichement dans le domaine forestier. À Madagascar, par degrés successifs, on aboutit à la même prohibition dans le décret de 1937. En Afrique, les mesures sont plus nuancées.

Les **feux** étaient déjà sévèrement réprimés à Madagascar ; ils continueront à entretenir l'inquiétude et le courroux des forestiers ; les décrets iront *crescendo*, jusqu'à les interdire « *dans tout le domaine de la colonie* », à l'exception toutefois des feux de pâturage qui « *pourront être autorisés sur approbation du Gouverneur général* ». En Indochine, les mises à feu ne semblent pas inquiéter les autorités jusqu'à un arrêté de 1902 au Tonkin, mais elles seront strictement limitées par l'arrêté général de 1930. En Afrique, on ne s'alarme guère des méfaits des incendies avant le décret de 1935. La pratique des feux précoces est consacrée en AOF par un décret de 1954, puis dans toute l'Afrique et Madagascar par le décret de 1955.

Partout dans les pays tropicaux, défrichements et feux sont associés pour la préparation des **terrains de cultures** et la méthode est d'autant plus ruineuse pour la végétation et les sols que ces cultures doivent être fréquemment déplacées. "Tavys" à Madagascar et "rays" en Indochine ont donné matière à une abondante réglementation.

Les droits d'usage

L'exercice des usages forestiers peut être très dommageable aux peuplements, surtout quand il comporte l'emploi du feu ou quand, sortant du cadre traditionnel, il vise à satisfaire les besoins du marché.

En Indochine, les droits coutumiers d'usage de la forêt, de son sol et de ses diverses productions n'ont que faiblement préoccupé l'administration forestière qui les a généralement réglés par cantonnement. Mais il n'en a pas été de même à Madagascar et surtout en Afrique où les populations attendent beaucoup de la forêt : les réglementations, tout en reconnaissant les pratiques usagères comme une nécessité parfois vitale, ont toujours cherché à les contenir ou les réduire, mais rarement à les supprimer par une procédure de cantonnement ou d'expropriation.

La constitution d'un domaine forestier permanent

Cet objectif ne figure expressément que dans le dernier décret forestier, celui du 20 mai 1955. Mais, depuis plusieurs décennies déjà, les services forestiers concentraient leur action sur des secteurs, des boisements à conserver et à valoriser en priorité.

On a ainsi vu, après diverses expériences de mise en réserve, la création :

— en Indochine, de “réserves forestières”, déjà préconisées par un arrêté cochinchinois de 1894 et organisées par l’arrêté fédéral de 1930 ;

— à Madagascar, de “forêts réservées” prévues par le décret de 1930, de “forêts affectées” aux termes du décret domanial de 1926 et de “réserves naturelles” selon le statut du décret de 1927 ;

— en Afrique, de “forêts classées” instituées par le décret de 1935 pour l’AOF et les décrets subséquents dans les autres territoires ⁽⁵⁾.

Les Services forestiers ont porté un intérêt primordial à cette œuvre éminemment constructive.

Le reboisement

C’est une action qui relève de l’initiative de l’Administration des forêts qui lui a d’ailleurs consacré une grande part de ses activités.

La législation n’en traite qu’assez subsidiairement, soit pour imposer une contrepartie à la concession d’un droit ou pour sanctionner une opération délictueuse, soit pour poser le principe d’une incitation de la population au reboisement.

La répression des infractions

Le chapitre qui lui est consacré occupe une grande place dans les décrets forestiers, surtout dans ceux intervenus après 1930 (Madagascar) et 1935 (Afrique). En Indochine, procédures et pénalités sont définies par un décret (1911 d’abord, puis 1931), venant à l’appui des arrêtés de réglementation.

Les dispositions pénales sont très proches de celles du Code forestier français. Elles confirment, en particulier, le caractère **spécial** du droit pénal forestier, qui lui confère une grande force : dérogations au droit commun en matière de prescription de l’action publique, de distinction entre délits et contraventions, de force probante des procès-verbaux, d’exercice des actions et poursuites, etc.

Il y a lieu cependant de signaler une disposition particulière dont l’application a causé quelques soucis aux services forestiers et aux tribunaux : celle établissant une **responsabilité collective** pour quelques infractions dont il est difficile de trouver les auteurs. Ainsi les collectivités indigènes sont pécuniairement responsables des incendies de forêts commis dans leur voisinage, à moins qu’elles ne prouvent leur innocence ou leur bonne foi.

ÉVALUATION

Initialement transposée du Code forestier français, puis se différenciant graduellement en s’adaptant aux contextes écologiques et humains des forêts tropicales, la législation forestière a atteint son équilibre et sa plénitude vers les années 1930-1935. À cette époque, l’ensemble légal édifié, prolongé par de nombreux arrêtés locaux, constituait un **véritable Code forestier tropical**, très vaste, divers comme les forêts de la zone, cohérent malgré une application à presque trois continents.

Cette grande œuvre n’a sans doute pas eu les effets que ses concepteurs en attendaient. Car une législation, si bonne soit-elle, ne vaut que par son application. Pour en juger, il faut tenir compte de

(5) Le décret du 20 mai 1955 a conféré le statut de forêts classées aux forêts réservées et affectées et aux réserves naturelles intégrales de Madagascar. Le classement est ainsi devenu la seule forme de mise en réserve. Précisons que le classement d’une forêt, dont les principes et les modalités avaient été définis par les décrets de 1935 à 1946 pour l’Afrique, avait pour objet d’appliquer une réglementation renforcée et appropriée, notamment en matière d’exercice des droits d’usage coutumiers, à des surfaces boisées bien circonscrites dont la conservation ou l’amélioration présentait un intérêt particulier pour la protection du milieu ou la production de bois.

trois principaux facteurs : la volonté de se servir de l'instrument, les moyens que l'on se donne à cet effet et le temps de mise en œuvre.

La volonté d'agir

L'Administration forestière ne manquait pas de conviction. Mais elle s'est parfois plainte de l'insuffisance d'engagement des autorités administratives qui n'avaient pas de doctrine ferme ou constante et qui ménageaient les populations indigènes dont elles avaient souvent à s'assurer le concours. Il faut reconnaître que les forestiers dérangeaient ; leur action était impopulaire. Pour éviter des mécontentements, l'Administration de commandement a souvent préféré composer avec des agissements dont les inconvénients n'étaient pas immédiatement visibles. Cela a été ressenti surtout à Madagascar.

Les moyens

Ils sont de différente nature. L'un des plus nécessaires et facile à cerner est la présence d'un personnel forestier qualifié et l'organisation d'un service spécialisé. Donnons trois exemples de carence :

- en Cochinchine, le premier ingénieur des Eaux et Forêts arrive en 1897 et le Service forestier est alors créé ; mais, depuis trente-cinq ans, on réglemente ;
- à Madagascar, l'institution de la Colonie, la création du Service forestier, l'affectation du premier ingénieur datent de la même année (1896) mais, pendant trente ans, l'effectif des ingénieurs des Eaux et Forêts sera d'une unité, parfois deux ;
- en Côte d'Ivoire, le premier ingénieur arrive en 1925, mais un décret a établi, en 1900, un régime forestier, et le Service forestier a été créé en 1912 (il faut dire, pour être exact, qu'un Garde général y avait passé vingt mois en 1913-1915 et que cinq Gardes des Eaux et Forêts y avaient été affectés en 1912).

Le nombre des ingénieurs des Eaux et Forêts présents dans l'ensemble des territoires considérés a atteint son maximum en 1955 : 114 ⁽⁶⁾.

La durée

Sur l'ensemble des régions, la réglementation s'inscrit dans moins d'un siècle ; mais en les prenant individuellement, sans descendre au niveau du territoire, la durée est bien moindre :

- en Indochine, un peu plus de cinquante ans, entre le démarrage du Service forestier (1901) et d'actions forestières et l'indépendance — après une douzaine d'années de troubles ;
- à Madagascar et en Afrique, soixante années entre les premiers décrets et l'indépendance.

Au fond, cela n'a guère duré que le temps d'une courte vie d'homme, traversée par deux guerres ; c'est peu au regard de la vie de la forêt.

*
**

Mais ce qui est incontestable, c'est que **cette législation a fortement marqué celles des nouveaux États indépendants.**

(6) À cette date, il n'y en avait plus en Indochine. Il faut considérer, d'une part, que certains d'entre eux se consacraient à la recherche ou à l'enseignement et, d'autre part, que la chasse, et aussi la pisciculture, ont toujours été dans les attributions des Services forestiers d'Outre-Mer. Avec les Ingénieurs des Travaux et les Contrôleurs des Eaux et Forêts, et divers Contractuels, l'effectif des agents européens en service devait être de l'ordre de 250.

L'Indochine mise à part, quatorze pays d'Afrique accédaient à la souveraineté en 1960. Les règlements de l'époque "coloniale" ont continué à y avoir cours. Seulement cinq pays, dans les cinq premières années, se sont dotés d'une législation nouvelle :

- Madagascar où une ordonnance de 1960 a réformé le régime des défrichements et des feux de brousse (encore !) ; mais ce texte avait été préparé avant l'indépendance ;
- le Moyen-Congo (Congo) en 1961, la République Centrafricaine en 1962, le Sénégal et la Côte d'Ivoire en 1965 ont adopté une loi forestière "portant code forestier" ; mais ces textes sont très proches — identiques dans les principes — de ceux qui y fixaient jusque-là le régime forestier.

De nos jours, malgré quelques remaniements nécessités par les évolutions, les législations forestières de vingt pays sont très empreintes de l'esprit et des règles de la législation française. Cela témoigne éloquentement de sa pertinence, ainsi que de la justesse des efforts entrepris par la France, dans la ligne de ses traditions forestières, pour la sauvegarde des forêts tropicales — dont on déplore aujourd'hui l'inquiétante régression.

J.-H. MADEC
Conservateur honoraire des Eaux et Forêts
de la France d'Outre-Mer
197, rue de Lourmel
F-75015 PARIS